



-21-

Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire

TEXTE COLLECTIF,
COORDONNÉ PAR PATRICK MARGATÉ

La décision du PCF d'éditer le Manifeste pour une « France hospitalière et fraternelle » repose sur 4 raisons principales. Avant tout, il nous est apparu que, face aux politiques migratoires menées ces dernières années par les gouvernements successifs et l'échec de celles-ci, l'existence dans une partie de l'opinion de méfiance et parfois de rejet des migrants, que le moment était venu de présenter une nouvelle approche de ces questions et une politique migratoire radicalement différente.

Pour cela, nous nous sommes appuyés à la fois sur les traditions d'accueil de notre pays, terre de naissance des droits de l'homme, les traités et conventions internationales précisant les droits des personnes migrantes qui viennent dans notre pays chercher refuge et, comme le déclare le secrétaire général de l'ONU, qui représentent une chance pour nos sociétés et contribuent à leur enrichissement.

Nous voulons une rupture avec les visions qui ont prévalu ces dernières années, déformant le plus souvent la réalité, devenues des fonds de commerce électoraux des forces les plus extrémistes dans notre pays et en Europe.

VENONS-EN AUX 4 RAISONS :

La première concerne la situation indigne faite aux migrants en matière de politique d'accueil et d'éloignement. Il est urgent d'alerter sur les

dangers de celle-ci. La chasse, sans répit, menée à leur égard, impulsée par le ministre de l'Intérieur avec le soutien du président de la République, provoque des drames, des humiliations, des situations de détresse inhumaine, comme à Calais, Briançon, la Vallée de la Roya et maintenant Paris.

Les mineurs en sont également les victimes. Le manque de capacité d'accueil, voulu par le gouvernement, pousse des hommes et des femmes à vivre dans la rue, dans des conditions indécentes et à prendre des risques pour leur santé et leur vie.

Le temps n'est pas loin où le président de la République avait pris l'engagement « qu'aucune personne ne devait dorénavant dormir dans la rue ou dans les bois ». Promesse sans lendemain.

La politique d'intégration est toujours en panne, malgré les effets d'annonce du rapport Taché. Enfin, il faut sans cesse rétablir la vérité des chiffres. Il n'y a « ni invasion », ni « submersion » comme a osé le dire G. Collomb. La France est à la traîne des 27 pays européens dans l'accueil de migrants.

La deuxième raison tient précisément à la loi asile-immigration.

L'objectif de cette loi ne fait qu'aggraver la situation et dissuade les personnes fuyant conflits, persécutions et pauvreté, de venir demander

refuge en France comme ils en ont le droit. Il leur est interdit de fait de déposer des demandes d'asile quand ils se voient refuser l'entrée sur notre territoire.

Cette loi vaut à Macron les félicitations du président Trump... Un fin connaisseur.

Les parlementaires communistes ont tout mis en œuvre pour débarrasser cette loi de toutes les mesures répressives qu'elle contient : réduction de la durée d'instruction de la demande d'asile ; expulser plus facilement et dissuader de venir en France. Enfin, l'amendement sur le délit de solidarité n'est que de la poudre aux yeux. Les personnes poursuivies le seront pour d'autres chefs d'inculpation que l'article du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). La troisième raison, c'est évidemment ce qui surgit comme menaces aujourd'hui en Europe.

Après les pays du centre de l'Europe, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, l'Autriche, c'est au tour de l'Italie et l'Allemagne d'être touchées par une montée dangereuse de courants populistes et xénophobes. Les politiques libérales menées ces dernières années par tous les gouvernements ont conduit à des sociétés écrasées sous l'austérité et ont conduit une partie de leurs peuples à la recherche de boucs émissaires en la personne des migrants. L'UE d'ailleurs, au nom des États, a ouvert le chemin en multipliant les dispositifs policiers de contrôle renforcé des frontières, des refoulements massifs, d'accords honteux avec la Turquie et des autorités libyennes sans légitimité... Résultat, c'est en voulant rejoindre l'Europe que des milliers d'hommes et de femmes ont perdu la vie.

Nous voulons que l'UE revienne à ses principes fondateurs de solidarité avec tous les peuples et personnes en détresse.

Cette question fera partie du débat que nous allons impulser pour les prochaines élections européennes.

Enfin, ce sera la dernière raison, les questions migratoires concernent le monde d'aujourd'hui,

fait d'inégalités grandissantes. C'est le choix des 193 pays qui composent l'ONU d'élaborer un Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, pacte qui devrait être adopté à la fin de l'année 2018. Les USA s'en sont, quant à eux, retirés.

Le secrétaire général, Antonio Guterres, appelle les États à se saisir de cette opportunité des migrations pour accueillir ces hommes et ces femmes. Tout le monde aura à y gagner. Plus de 600 milliards de dollars reviennent ainsi dans les pays d'origine pour aider à leur développement. Que sera la parole de la France lors de cette séance de l'Assemblée générale de l'ONU ? Celle portée

actuellement par le gouvernement ou au contraire une main tendue et fraternelle ?

Voilà toutes les questions auxquelles s'attache à répondre le Manifeste qui vise à saisir l'opinion, les forces sociales et politiques qu'une autre voie en matière migratoire est possible.

Les actes de solidarité individuels, l'action des associations nationales et locales, l'engagement des élus, notamment communistes, montrent qu'il existe en France une forte volonté de beaucoup de nos concitoyens à construire ensemble une réponse politique nouvelle pour une France hospitalière et fraternelle dans une Europe solidaire. ★

« Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire ». Contribution pour une nouvelle approche et une autre politique des questions migratoires. »

<https://www.calameo.com/books/00283801205d8bbc78297>
